

ÉCONOMIE**Khalil demande aux Américains une « solution définitive » au litige frontalier avec Israël**

Le ministre libanais des Finances, Ali Hassan Khalil. Ani

HYDROCARBURES**OLJ**

24/03/2016

Le ministre des Finances, Ali Hassan Khalil, en voyage officiel aux États-Unis depuis samedi, a rencontré mardi l'envoyé spécial et coordinateur pour les Affaires énergétiques internationales au sein du département d'État américain, Amos Hochstein.

Dans ce cadre, M. Khalil a réclamé la mise en place d'une « solution définitive » dans le conflit qui oppose le Liban à Israël au sujet du tracé de leurs zones économiques exclusives (ZEE). M. Hochstein a défendu pour sa part « l'institution d'un tracé provisoire en attendant un accord entre les deux parties sur ce dossier ». Il a également ajouté que ce tracé devait être assorti d'une « interdiction pour les deux pays de procéder à l'extraction des ressources de pétrole ou de gaz dans les zones concernées avant une résolution définitive de ce différend ». M. Khalil a pour sa part estimé qu'une solution temporaire « risquait d'aboutir à un scénario identique à celui qui avait suivi les accords israélo-arabes de 1949 établissant des lignes d'armistice provisoires et qui n'ont pas empêché les six guerres qui ont opposé Israël aux autres pays du Moyen-Orient », avant de souligner l'importance de « l'aide des États-Unis et de l'Onu » dans les négociations avec Tel-Aviv. M. Khalil a enfin révélé que son interlocuteur « attendait une réponse des Israéliens sur ce dossier qu'il espère transmettre aux autorités libanaises d'ici à fin avril ».

Le différend entre les deux pays sur ce dossier dure depuis la décision prise par Tel-Aviv en 2011 d'officialiser sa ZEE en empiétant d'environ 850 km² sur celle déclarée un an plus tôt par Beyrouth à l'Onu. Ce conflit constitue un des obstacles principaux à l'exploitation des ressources pétrolières offshore du Liban, déjà bloquée depuis plusieurs années par la paralysie politique interne.

M. Khalil s'est également entretenu avec les responsables du Conseil de sécurité nationale des États-Unis, qui ont assuré de la volonté de l'administration américaine d'assurer la stabilité sécuritaire, économique et financière du Liban, avec l'aide des pays du Golfe. Ces derniers ont également affirmé l'opposition de l'administration américaine à la décision prise en février par Riyad d'annuler son don de 4 milliards de dollars à l'armée libanaise.

Lors de son entretien avec la présidente du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, mardi, cette dernière a estimé que les « mesures prises par les gouvernements des pays du Golfe à l'encontre des ressortissants libanais – en marge des tensions irano-saoudiennes – n'ont eu qu'un impact limité sur la stabilité de la livre, en raison des importantes réserves détenues par la Banque du Liban (BDL) et le secteur bancaire ». Mme Lagarde a également insisté pour que le Liban « mette un terme à la crise budgétaire » qui dure depuis 2006, les parlementaires libanais n'ayant pas voté de loi des finances depuis cet exercice. Mme Lagarde a enfin annoncé « la visite prochaine d'une délégation du FMI au Liban ».

M. Khalil a aussi rencontré hier les responsables de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USaid) pour le Moyen-Orient, qui prévoit de hausser le montant de ses aides au Liban de 65 millions de dollars à 110 millions de dollars pour financer des projets dans les domaines de l'éducation et des infrastructures. USaid prévoit notamment de signer un protocole d'accord avec le ministère libanais de l'Éducation pour développer l'enseignement public.

Hoda CHÉDID

(à Washington)

[RETOUR À LA PAGE "ÉCONOMIE"](#)